



Bureau Confédéral - 33 Rue des Vignoles, 75020 Paris

-----Communique de presse du 11 Mars 2015-----

Contre la ZAD du Testet : politiques, flics & patrons main dans la main !

L'arrivée du printemps vient de sonner le glas de la lutte contre le projet de barrage hydraulique à Sivens, débutée il y a un an et demi et symbolisée par la Zone A Défendre (ZAD) du Testet.

En quelques jours, **la coalition des défenseurs du projet, formée par le gouvernement, la majorité des élus du Conseil Général du Tarn et les militants du syndicat patronal FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), est passée à l'action.** Ce sont d'abord les milices (illégales) armées pro-barrage de la FNSEA qui toute la semaine du 2 mars ont encerclé, menacé (notamment physiquement) et bloqué de tout ravitaillement la ZAD sous l'œil bienveillant des forces de sécurité « légales » et des politiques locaux. Le Conseil Général après avoir voté à la quasi unanimité (43 pour sur 46 votants) un nouveau projet de barrage réduit le vendredi 6 mars, avait d'ailleurs adressé une demande d'évacuation et de démantèlement du site au ministère de l'Intérieur, qui s'en est chargé l'après midi même en envoyant 300 gendarmes faire le boulot et interpellé une vingtaine de zadistes qui continuaient à résister de manière pacifique. **Scénario fidèle à la manière forte, autoritaire et violente qui a coûté la vie à Rémi Fraisse le 26 octobre 2014 !**

Plus qu'une simple opposition à un projet inutile, pour lequel de nombreuses solutions alternatives sans aucune construction nouvelle existent, **la ZAD du Testet constituait bien un espace d'alternatives sociétales, basées sur l'action directe et l'autogestion, cherchant à faire converger sur le terrain celles et ceux qui luttent (zadistes, agriculteur-riche-s, habitant-e-s, militant-e-s...) pour un autre projet de société !** En vidant et en démantelant la ZAD, il s'agissait donc pour l'État, en laquais zélé des intérêts privés, de mettre fin à toute contestation à la logique productiviste et d'exploitation de l'environnement et des travailleurs.se.s par les grands groupes industriels et financiers (agro alimentaire, BTP...).

Partout en France, **les luttes contre les projets inutiles se multiplient** (Aéroport de Notre Dame des Landes, Center Parks à Roybon, nouveau stade de football à Lyon ...), **portant les revendications de toutes celles et ceux qui sont exaspéré-e-s de voir les dirigeants politiques servir les intérêts du capital,** - dont la FNSEA s'est fait le bras armé à Sivens (au propre comme au figuré) – **et pour lesquels le désintérêt écologique n'a d'égal que la vocation spéculative et rentable !**

La CNT dénonce l'évacuation et la destruction de la ZAD du Testet ainsi que l'ensemble des violences commises à l'égard des militant.e.s par la gendarmerie et les milices patronales, tout comme elle dénonce également la complicité entre le conseil général du Tarn, le gouvernement et la FNSEA et exige l'arrêt immédiat des poursuites contre les opposants au barrage de Sivens (Zadistes ou non).

Elle rappelle que le nouveau projet de barrage, même réduit, est un non-sens écologique répondant à une seule vision productiviste de l'agriculture et **exprime son soutien et sa solidarité à l'ensemble des luttes en cours contre les projets du même acabit.**

Au final, la CNT réaffirme que **c'est bien par l'action directe de la classe populaire, par l'autogestion de la production et de la répartition des richesses, que toutes et tous nous construirons l'alternative sociale et écologique dont nous avons besoin.**

La CNT.